

Fête de la rose, dimanche 13 septembre 2009 - Préfailles

Atelier « Pour une écologie sociale et solidaire, penser global – agir local »

Animation :

Mireille RICHEUX DONOT, Secrétaire fédérale à l'environnement
et Xavier BOUZIAT, Délégué Fédéral

Invités :

Géraud GUIBERT, Animateur du pôle écologique au sein du Parti Socialiste
Jean-Pierre LE SCORNET, Président de la Commission Environnement au Conseil Régional
Fabrice ROUSSEL, Vice-président au dialogue Citoyen de Nantes Métropole et Plan Climat

Expression de Giraud GUIBERT : « L'urgence écologique et l'urgence sociale vont de pair »

Trois constats :

1. Si nous ne faisons rien, nous aurons dans un premier temps, une augmentation de 2°C de la température de la planète et ensuite nous ne savons pas jusqu'où cette augmentation peut aller... Avec toutes les conséquences catastrophiques annoncées !
2. Nous allons irrémédiablement vers un épuisement des énergies fossiles !
3. Nous sommes sûrs que ceux qui vont souffrir le plus, ce sont les plus pauvres alors que les principaux responsables sont les plus riches !

Cela doit nous interpeller en tant que socialistes !

A Copenhague, pour la première fois, un accord mondial sur le climat est possible, la prise de conscience se fait...ce qui n'avait pas été le cas encore à Kyoto.

Le problème pour le Parti Socialiste, c'est sa longue histoire de luttes sociales. C'est toute notre culture politique qu'il faut changer du fait des grands enjeux qui aujourd'hui ne sont plus seulement économiques, mais écologiques.

En ce qui concerne la taxe carbone, indispensable pour faire changer les comportements, elle frappera durement tous ceux que l'on a incité à s'installer à 30 Kms de leur lieu de travail, or, disons-le clairement, elle n'est pas assez élevée pour être efficace écologiquement, tout en étant injuste socialement !

De plus, tout le monde recevra le même chèque quel que soit le montant de ses revenus !

En conclusion, il faut que notre parti arrête de sous-traiter le problème écologique aux Verts et aux associations, car c'est un véritable enjeu de société ; tout est lié aujourd'hui, l'économique, le social et l'écologie.

C'est à nous socialistes de prendre ces problèmes dans leur totalité et « à bras le corps » pour chercher à leur apporter des solutions !

Expression de Jean Pierre LE SCORNET : « la politique énergétique est une priorité pour la Région »

Elle y consacre 11 millions d'euros, sans parler des sommes consacrées à la recherche et aux politiques d'aménagement du territoire. Nous prévoyons 80 millions d'euros, rien que pour les économies d'énergie, dans nos prévisions de dépenses !

Les consommations énergétiques des Pays de la Loire augmentent trois fois plus que la population, or 8% seulement de l'énergie consommée sont produits dans notre région (essentiellement par la centrale de Cordemais) et 4% sont des énergies renouvelables (éoliennes et panneaux photovoltaïques).

La consommation énergétique est de 254 KWh par m²/an en moyenne par habitation dans la région. Nous devons la baisser.

Pour cela, la Région propose des bilans énergétiques chiffrés d'aide à la décision pour l'investissement en économie d'énergie (retour sur investissement chiffré) et qu'elle subventionne. Elle apporte également une aide de 5 000 euros pour un maximum de 30% du montant des travaux qui doivent faire baisser de 40% la consommation d'énergie. Elle finance également des projets innovants, comme les chaudières à bois déchiquetés (pour la mise en valeur de nos ressources en bois), l'utilisation de l'énergie des marées, etc. Elle aide les investissements dans le domaine des économies d'énergie pour les bâtiments communaux et les logements sociaux.

Nous allons voir ce qui se fait ailleurs, comme l'utilisation de l'hydrogène pour les bus à Hambourg et nous avons une politique de constitution d'un cluster (regroupement d'un ensemble de compétences afin de créer une synergie) en matière d'énergie avec l'école du bois et l'école des mines.

Actuellement nous développons la filière « éolienne » (nous avons du vent dans notre région) en utilisant notre savoir-faire, par exemple en chaudronnerie du fait de l'existence des chantiers navals.

Expression de Fabrice Roussel : « Nantes Métropole s'est doté d'un plan climat territorial »

Nous sommes tous coresponsables, car 94% des dépenses d'énergie à effet de serre viennent des particuliers, il faut donc changer les comportements de nos concitoyens.

Le plan climat de Nantes Métropole, c'est la volonté d'avoir des éléments et des objectifs chiffrés, des étapes énoncées clairement...

L'objectif général est d'économiser, au niveau de la métropole nantaise, 1 million de tonnes de CO² en 2025 par rapport à 2007 !

Nous agissons en mettant en place des politiques publiques :

- la création d'éco-quartiers
- la limitation de la disparition des espaces naturels (création de forêts urbaines pour le stockage du CO₂)
- le développement d'un habitat plus dense
- des transports en commun performants
- la mise en place des vélos en libre-service
- des plans de mobilité entreprise
- le renouvellement de la flotte des bus
- la réalisation d'un plan de déplacement urbain
- la réhabilitation des logements sociaux (2/3 des bâtiments ont plus de 20 ans)
- les réseaux de chaleur, etc.

Nantes Métropole évalue actuellement les 15 actions nouvelles qui ont été lancées pour 2008/2010.

C'est ainsi que nous allons recenser plus d'une centaine d'actions dans le domaine des économies d'énergie et nous allons mettre en place un panel de « familles témoins » pour observer leur changement de comportement.

Centres d'intérêt – questions posées

Elles ont fait l'objet d'échanges avec les différents élus et responsables présents :

« Comment allons-nous accompagner les changements nécessaires de consommation et la nécessité de faire moins de croissance ? »

« ou pour une autre forme « la croissance verte » ?

« Les collectivités locales ne devraient-elles pas relayer l'Etat en mettant en place du crédit d'impôts pour les moins favorisés afin qu'ils puissent procéder à leurs dépenses d'isolation ? »

« N'y a-t-il pas une contradiction à vouloir faire un nouvel aéroport à Notre Dame des Landes et par ailleurs prôner les économies d'énergies ? (une militante de « Solidarité Ecologie » qui demande un débat avant les régionales et invite à participer à 3 réunions-débat dans le département sur ce sujet) »

« Les terres cultivables, les agriculteurs, les emplois ... »

« Ne peut-on pas échanger avec d'autres métropoles pour profiter et mettre en commun les expériences menées par les autres grandes villes gérées par des socialistes ? »

« La priorité doit être le logement social - Ce sont les locataires des HLM qui vont subir de plein fouet la hausse du prix du chauffage ? »

Sur l'organisation en général des réunions :

« Pour mieux comprendre, utiliser les matériels d'aujourd'hui, avoir des documents visuels lors de réunions »

« Demande de formations et d'informations fédérales - sentiment d'isolement »

(intervention et réponse de Simon Thouzeau sur le secteur formation et le Forum des Tanneurs de notre fédération).

Conclusion :

Nous possédons un grand **atout** : Région, Département, Communauté urbaine et un certain nombre de collectivités territoriales sont à gauche et font un travail remarquable dans le domaine de l'environnement et du développement durable en particulier par la mise en place d'Agendas 21 locaux. Cependant une autre forme de communication demande à être développée pour que chaque citoyen comprenne et s'approprie une démarche qui lui permette de participer à son niveau à la diminution des gaz à effet de serre, par un changement de comportement.

Militants du Parti Socialiste, nous devons devenir des animateurs et des passeurs d'informations pour valoriser et défendre les politiques mises en place par la gauche sur notre territoire, tout en restant attentifs aux populations fragilisées dont l'accompagnement au quotidien deviendra une évidence.

Les prochaines échéances électorales devront créer un véritable mouvement pour éveiller les consciences.